

Cahier des charges de l'appel à candidature de la CFPPA – Orne

Septembre 2026

Ce cahier des charges est à destination des structures qui souhaitent proposer une action pour l'année 2027 à la CFPPA (Commission des financeurs de la prévention de la perte d'autonomie). Il précise le cadre et les conditions de financement d'une action annuelle ou pluriannuelle.



Sommaire

1 Calendrier et étapes	3
2 Ressources sur la prévention de la perte d'autonomie	4
Des ressources pour documenter les problématiques de santé et les besoins du territoire auxquels répond l'action.....	4
Des ressources pour concevoir ou réaliser une action	5
3 Contexte et cadre	5
Quel est le rôle de la CFPPA ?	5
Qui compose la CFPPA ?	6
4 L'appel à projets.....	7
Qui peut candidater ?	7
Comment candidater ?	7
Quelles sont les actions financées ?	7
Quel est le public visé ?	10
Quelles dépenses peuvent être financées par la CFPPA ?	11
5 Pièces à joindre	11
6 Critères de sélection et d'éligibilité	11
7 Engagements du porteur si l'action est retenue par la CFPPA.....	16
Transmettre les documents nécessaires à la justification et l'évaluation de l'action.....	16
Indiquer le financement de la CFPPA sur les documents de communication.....	17
Informer la CFPPA de toute modification du projet ou relative à l'association.....	17
8 Pistes de financements alternatifs	18
Les soutiens financiers de la CNSA.....	18
Les soutiens financiers d'acteurs de la prévention.....	18
9 Information sur la protection des données personnelles.....	19

1 Calendrier et étapes

➤ **Publication de l'appel à projet** : 3 septembre 2026

➤ **Réunion d'information** : 5 novembre 2026 matin

Cette réunion se tiendra sous forme de webinaire

➤ **Envoi des candidatures** : 3 janvier 2027 au plus tard

Les dossiers sont à transmettre sur la plateforme démarches simplifiées. Un accusé de réception sera envoyé par la plateforme par mail. Seuls les dossiers complets transmis dans les délais seront recevables.

➤ **Sélection des projets** par les membres CFPPA à la suite d'un vote en réunion plénière de la CFPPA : mars 2027

➤ **Notification** aux porteurs sélectionnés : à partir de mars 2027

➤ **Conventionnement** : à partir de mars 2027

➤ **Versement des crédits**

Le versement intervient environ 4 semaines après le retour de convention signée par le porteur et le Président du Conseil départemental.

➤ **Transmission des bilans**

Pour le 30 avril de l'année N+1, les données collectées au niveau national par la CNSA (Caisse nationale de solidarité pour l'autonomie) sont à transmettre via la plateforme démarches simplifiées (cf. partie 6. Engagements du porteur si l'action est retenue par la CFPPA).

Dans les 6 mois suivant la fin de l'exercice, le compte-rendu financier est à transmettre via la plateforme démarches simplifiées ou à défaut par mail (cf. partie 6. Engagements du porteur si l'action est retenue par la CFPPA).

➤ **Contacts**

Delphine CHAPPE et Bénédicte KOSELLEK, coordinatrices de la prévention et de la coopération partenariale, Conseil départemental de l'Orne : mda.cfppa@orne.fr

2 Ressources sur la prévention de la perte d'autonomie

Des ressources pour documenter les problématiques de santé et les besoins du territoire auxquels répond l'action

Les données pour étayer une action sont à la croisée des savoirs issus des recherches pluridisciplinaires, des expériences des acteurs ressources (CNAM, CNSA, mutuelles, caisses de retraites, associations spécialisées...), des expériences des acteurs de terrain et des bénéficiaires participants.

Ces données quantitatives et qualitatives permettent de décrire la problématique de santé ; expliciter son ampleur sur le territoire concerné ; cerner le public ciblé et pertinent pour cette action ; s'intégrer dans l'offre existante sur le territoire.

Ci-dessous, des ressources qui peuvent utilement être mobilisées pour documenter l'action :

- **Santé Publique France** publie des données épidémiologiques et des études *ad hoc* pour décrire l'état de santé de la population et ses déterminants à travers des dossiers thématiques par région <https://www.santepubliquefrance.fr/regions-et-territoires>.
- Les publications de l'**INSEE** (Institut national de la statistique et des études économiques) et de la **DREES** (Direction de la recherche, des études, de l'évaluation et des statistiques) peuvent être utilement mobilisées.
- **Le programme coordonné** établi par chaque CFPPA pour une durée généralement de 3 ans (limite légale de 5 ans). Il contient un diagnostic des besoins et de l'offre et présente les priorités du territoire fixées par la CFPPA. Il constitue le schéma d'orientation de la stratégie pluriannuelle des membres de la commission et guide les projets mis en place sur le territoire. Il est disponible sur les sites internet de chaque Conseils départementaux.
- **Le Projet régional de santé** (PRS) établi par l'ARS (Agence régionale de santé) pour 5 ans. Il détaille les politiques publiques menées ainsi que des portraits de territoire. Disponible sur les sites internet de chaque ARS, il comporte 3 volets :
 - un Cadre d'orientation stratégique (COS) établi pour 10 ans. Le COS détermine les priorités de la politique régionale en s'appuyant sur les orientations nationales ;
 - un Schéma régional de santé (SRS) établi sur 5 ans sur la base d'une évaluation des besoins sanitaires, sociaux et médico-sociaux. Le SRS détermine des prévisions d'évolution et des objectifs opérationnels ;
 - un Programme régional relatif à l'accès à la prévention et aux soins des personnes les plus démunies (PRAPS), établi pour 5 ans, il vise à améliorer la santé des publics les plus vulnérables.
- **Le contrat local de santé (CLS)** est un outil porté conjointement par l'ARS et une collectivité territoriale pour réduire les inégalités territoriales et sociales de santé. Il est l'expression des dynamiques locales partagées entre acteurs et partenaires sur le terrain pour mettre en œuvre des actions, au plus près des populations.

- **L'Observatoire interrégime des situations de fragilités** réalisé à partir des bases de données de l'Assurance Maladie et de l'Assurance Retraite du Régime Général, ainsi que des bases de données de la Mutualité Sociale Agricole. Il vise à analyser et visualiser des données statistiques pour identifier les territoires et les populations en situation de fragilité du niveau communal au niveau régional.
<https://www.observatoires-fragilites-national.fr/>
- **Les Observatoires régionaux de santé** documentent, à partir de données existantes, l'état de santé des populations à l'échelle régionale et aux multiples déclinaisons infrarégionales à travers différentes dimensions de la santé et de ses déterminants. Disponible sur les sites des ORS de chaque région.
<https://www.fnors.org/les-ors/>

Des ressources pour concevoir ou réaliser une action

- **Le répertoire des interventions efficaces ou prometteuses de Santé publique France** :
<https://www.santepubliquefrance.fr/a-propos/services/interventions-efficaces-ou-prometteuses-en-prevention-et-promotion-de-la-sante>
- **La Fédération promotion santé** et son réseau présent dans chaque région (à l'exception des Hauts-de-France et de Mayotte) : <https://www.federation-promotion-sante.org/>
- **Association promotion santé Normandie** : <https://www.promotion-sante-normandie.org/>
- **Élaborer votre projet en prévention et promotion de la santé ARS Normandie** :
<https://www.normandie.ars.sante.fr/index.php/elaborer-votre-projet-en-prevention-et-promotion-de-la-sante>
- **Le Centre de ressources et de preuves (CRP)** dédié à la perte d'autonomie de la CNSA vise à étayer l'action publique en mobilisant et en rendant accessibles des conclusions tirées de la recherche (données probantes). Consultez le site de la CNSA, informations thématiques / prévention : [Centre de ressources et de preuves | CNSA.fr](https://www.cnsa.fr/centre-de-ressources-et-de-preuves) pour accéder aux différents contenus (inscriptions aux journées thématiques, dossiers thématiques, programmes nationaux...).

3 Contexte et cadre

Quel est le rôle de la CFPPA ?

La part des personnes âgées de 60 ans ou plus pourrait atteindre 32 % de la population en France métropolitaine en 2035, alors qu'elle était de 22 % en 2007 d'après [l'étude de Nathalie Blanpain, Olivier Chardon, division Enquêtes et études démographiques, Insee](#). Ainsi, face au vieillissement de la population, la loi d'adaptation de la société au vieillissement (loi ASV) du 28 décembre 2015 institue les CFPPA et apporte des évolutions importantes sur la politique de prévention de la perte d'autonomie avec 3 objectifs déterminants :

- préserver l'autonomie de chacun durant toute la vie,

- prévenir les pertes d'autonomie évitables,
- éviter l'aggravation des situations déjà caractérisées par une incapacité.

[L'article L.149-11 de la loi du 8 avril 2024](#) portant mesures pour bâtir la société du bien vieillir et de l'autonomie cadre la Commission des financeurs, précise les membres et les 6 axes de travail.

Les 6 axes de travail de la CFPPA	
Axe 1	Amélioration de l'accès aux équipements et aux aides techniques individuelles - Concerné par le présent cahier des charges
Axe 2	Attribution d'un forfait autonomie par le Conseil départemental aux résidences autonomie via un contrat pluriannuel d'objectifs et de moyens (CPOM)
Axe 3	Coordination et appui des actions de prévention mises en œuvre par les services autonomie à domicile (SAD) - Concerné par le présent cahier des charges
Axe 4	Soutien aux actions d'accompagnement des proches aidants des personnes âgées en perte d'autonomie - Concerné par le présent cahier des charges
Axe 5	Développement d'autres actions collectives de prévention - Concerné par le présent cahier des charges
Axe 6	Développement d'actions de lutte contre l'isolement des personnes âgées - Concerné par le présent cahier des charges

Les objectifs de la CFPPA sont de coordonner dans chaque département les actions et leurs financements.

Sa mission est d'identifier les besoins, les publics et les territoires à soutenir et d'élaborer un programme coordonné pluriannuel de financement des actions de prévention.

Le financement de la CFPPA repose sur :

- les deux concours de la CNSA : « Autres actions collectives de prévention » et « Forfait autonomie » dont sont destinataires les Départements ;
- les contributions des membres de droit financeurs : Conseil départemental, Caisse d'assurance retraite et santé au travail (CARSAT), ARS, Interrégime et autres financeurs.

Qui compose la CFPPA ?

La commission des financeurs est présidée par :

- le Président du Conseil départemental (ou de la Métropole) ;
- le Directeur général de l'Agence régionale de santé ou son représentant en assure la vice-présidence.

Au sein de la commission siègent des représentants :

- des régimes de base d'assurance vieillesse et d'assurance maladie (CPAM, CNAV en Île-de-France et pour les outre-mer Caisses générales de sécurité sociale (CGSS), CARSAT, MSA) ;
- de l'Agence nationale de l'habitat (ANAH) à travers ses délégations locales ;
- des fédérations des institutions de retraite complémentaire et des organismes régis par le code de la mutualité (Agirc-Arrco, Mutualité Française).

La composition de la commission peut être élargie, en fonction des partenariats locaux, à toute autre personne physique ou morale concernée par les politiques de prévention de la perte d'autonomie, notamment des communes ou EPCI volontaires.

4 L'appel à projets

Qui peut candidater ?

A l'exception de l'axe 1, **les structures à but lucratif ne sont pas éligibles** à cet appel à candidatures.

Tout axe confondu, **les entreprises disposant de l'agrément ESUS sont éligibles**.

À NOTER : les actions proposées à la CFPPA dans le cadre de cet appel à projet, qui repose notamment sur le concours « autres actions collectives de prévention », ne peuvent pas être portées par des résidences autonomes qui bénéficient de financements spécifiques de la CNSA (concours « forfait autonomie »). Néanmoins, une personne vivant en résidence autonomie peut participer à une action qui se déroule **à l'extérieure** de la résidence.

Comment candidater ?

Les candidatures sont à envoyer le 3 janvier 2026 au plus tard.

Les dossiers sont à transmettre via démarches simplifiées à partir d'un lien. Un accusé de réception sera envoyé par la plateforme par mail.

Quelles sont les actions financées ?

Les actions financées doivent se dérouler sur l'année 2027.

Le présent cahier des charges concerne les axes suivants :

Axe 1 : amélioration de l'accès aux équipements et aux aides techniques individuelles

- Public ciblé : les personnes de 60 ans et plus à domicile.

- Périmètre : l'amélioration de l'accès aux équipements et aux aides techniques individuelles peut être favorisée par des dispositifs ou actions d'information, de sensibilisation ou de conseil ou encore par l'aide au financement individuel d'aides techniques afin de prévenir ou compenser une limitation d'activité. L'objectif est de favoriser le soutien à domicile, notamment par la promotion de modes innovants d'achat et de mise à disposition. Ces financements n'ont toutefois pas vocation à se substituer au financement de l'allocation personnalisée d'autonomie.

Axe 3 : coordination et appui des actions de prévention mises en œuvre par les services autonomie à domicile (SAD)

- Public ciblé : les personnes de 60 ans et plus à domicile.
- Périmètre : les actions de prévention mises en place par les SAD sont individuelles ou collectives, elles visent à informer, à sensibiliser ou à modifier des comportements individuels, en vue d'éviter, de limiter ou de retarder la perte d'autonomie des personnes de 60 ans et plus.

Les évolutions réglementaires du secteur du domicile visent à améliorer la qualité du service rendu aux personnes ainsi qu'à reconnaître et à renforcer les missions des SAD (anciennement services d'aide et d'accompagnement à domicile), notamment en matière de prévention et de repérage des fragilités.

À compter de juillet 2025, les SAD répondent à un cahier des charges (annexé au décret n°2023-608 du 13 juillet 2023) définissant les nouvelles conditions d'organisation et de fonctionnement des services.

En particulier, les SAD ont pour missions de :

- ♣ repérer les signes de fragilité, de perte d'autonomie et d'isolement de la personne, ainsi que les situations d'isolement et les difficultés éventuelles des aidants,
- ♣ repérer les risques d'aggravation de la perte d'autonomie ou d'évolution des situations de handicap (évolution des capacités ou du comportement, risques de chute, risques de dénutrition et déshydratation, iatrogénie médicamenteuse, risques liés à l'isolement, ...),
- ♣ participer au maintien et au développement du lien social de la personne accompagnée.

Les actions proposées devront notamment prendre en compte ces missions.

- Thématiques prioritaires : les CFPPA doivent prioritairement soutenir les actions qui ciblent les fonctions essentielles au vieillissement en bonne santé, à savoir l'alimentation, l'activité physique, la santé mentale, la santé cognitive, la santé visuelle et la santé auditive.

Axe 4 : soutien aux actions d'accompagnement des proches aidants des personnes âgées en perte d'autonomie

- Public ciblé : les aidants des personnes de 60 ans et plus à domicile.
- Périmètre : un certain nombre d'actions à destination des aidants sont exclues, cf. les critères de sélection et d'éligibilités.

♣ Les actions d'information et de sensibilisation

Sous forme de conférences, forums, réunions collectives, ces rencontres seront animées par des professionnels ou bénévoles compétents et spécialement formés selon un format de minimum 2h, visant 20 aidants et organisées selon les besoins et contraintes des aidants sur les territoires et thématiques choisies (journée, demi-journée, soirée...). Pour les actions collectives, le coût de référence sera de 100 € TTC / heure d'intervention, comprenant la rémunération de(s) intervenant(s) pour la préparation, le déroulement de l'action/animation, l'évaluation de l'action ainsi que les frais de déplacement.

♣ La formation

D'une durée minimum de 14h, chaque session devra bénéficier à une dizaine de personnes. Elle repose sur un processus pédagogique permettant à l'aidant de se positionner dans sa situation d'acquérir des connaissances sur la pathologie de son proche, de renforcer ses capacités à agir dans le cadre de son accompagnement et à s'orienter vers les dispositifs d'aide adéquats. Elle est dispensée par des professionnels ou bénévoles compétents et spécialement formés. Le montant prévu par action de formation est de 1 400 €. Ce montant comprend : la rémunération du formateur et d'un intervenant ponctuel (dont les qualifications sont définies par le cahier des charges) pour la préparation de la formation, le déroulement et l'évaluation de l'action ainsi que les frais de déplacements. Ce montant pourra être porté jusqu'à 2 000 € en raison de contraintes spécifiques qui devront être précisées dans le dossier de candidature.

Concernant les actions de formation s'adressant aux proches aidants de personnes atteintes d'une maladie neurodégénérative, elles doivent répondre au modèle du cahier des charges de la mesure 2 du Plan Alzheimer 2008-2012, en l'adaptant à l'élargissement du public cible, aidants de personnes atteintes de maladies neurodégénératives (MND) : proposition de formations ciblées (SEP, Parkinson, maladie d'Alzheimer ou apparentée) ou d'une formation socle commun aux aidants de personnes MND, en tenant compte des actions réalisées dans ce champ par les associations nationales et déjà financées à ce titre par la CNSA.

♣ Les actions de soutien psychosocial (en collectif ou individuel)

- en collectif : des rencontres, animées par psychologue ou par un professionnel ou bénévoles compétents et spécialement formés pourront être proposées afin de favoriser le partage d'expériences et de ressentis entre aidants, de rompre l'isolement, de favoriser les échanges et la reconnaissance réciproque et de prévenir les risques d'épuisement. (exemples : café des aidants, groupes d'entraide, groupes d'échange et d'information). Ces rencontres viseront un minimum 8 participants, pour 10h à organiser selon les besoins et contraintes des aidants sur les territoires et thématiques choisies. Pour les actions collectives, le coût de référence sera de 100 € TTC / heure d'intervention, comprenant la rémunération de(s) intervenant(s) pour la préparation, le déroulement de l'action/animation, l'évaluation de l'action ainsi que les frais de déplacement.

- en individuel : 1 à 5 séances avec un psychologue, pourront être proposées ponctuellement afin de soutenir l'aidant dans des situations particulières de fragilité. Pour les actions de soutien psychosocial individuelles, le coût moyen retenu est de 60 € TTC / heure.

- ♣ La suppléance des aidants durant la participation à ces différentes actions

Les frais de suppléance de l'aidant participant aux actions :

- 2 heures pour une action de sensibilisation x 10 € = 20 € / aidant participant ;
- 10 heures pour une action de groupe de parole x 10 € = 100 € / aidant participant ;
- 14 heures pour action de formation x 10 € = 140 € / aidant participant ;
- 5 heures pour une action de soutien individuel psychologique x 10 € = 50 € / aidant participant.

- ♣ De prévention de l'épuisement des aidants par d'autres actions collectives de « prévention santé » ou de « bien-être ».

Axe 5 : développement d'autres actions collectives de prévention

- Public ciblé : les personnes de 60 ans et plus, les binômes composés de personnes de 60 ans et plus à domicile et de leurs aidants.
- Périmètre : les actions collectives de prévention favorisant l'adoption durable de comportements favorables à la santé et l'autonomie des personnes sont prioritairement soutenues par la CFPPA. Ces actions doivent tout particulièrement contribuer à lutter contre les inégalités sociales et territoriales de santé en portant une attention spécifique aux publics en situation de vulnérabilité.
- Thématiques prioritaires : les CFPPA doivent prioritairement soutenir les actions qui ciblent les fonctions essentielles au vieillissement en bonne santé, à savoir l'alimentation, l'activité physique, la santé mentale, la santé cognitive, la santé visuelle et la santé auditive.

Axe 6 : développement d'actions de lutte contre l'isolement des personnes âgées

- Public ciblé : les personnes de 60 ans et plus, vivant à domicile.
- Périmètre : les actions individuelles (hors SAD) qui contribuent à la lutte contre l'isolement, la formation des bénévoles et des professionnels en matière de lutte contre l'isolement, les dispositifs d'aller-vers et ramener-vers qui ciblent les publics isolés, les actions de coordination territoriale et d'ingénierie en matière de lutte contre l'isolement, les actions de communication et de sensibilisation, notamment à l'identification des situations d'isolement.
- La situation d'isolement détectée à la suite d'une démarche « d'aller-vers » mise en place par un acteur de l'action sociale, le plus souvent public ou associatif, ou dans le cadre de l'évaluation d'un professionnel de santé peut être décrite ainsi. L'aller-vers est une démarche indispensable pour identifier les personnes les plus isolées. Cette démarche peut être de différentes natures : il peut s'agir d'actions menées par des associations ou par des volontaires en service civique à la demande d'une collectivité locale au moyen d'opérations de porte-à-porte ou de pieds d'immeuble.

Quel est le public visé ?

Les personnes âgées de 60 ans et plus, éligibles ou non à l'Allocation personnalisée d'autonomie (APA), qui vivent à domicile.

Les proches aidants des personnes âgées de 60 ans et plus à domicile.

Quelles dépenses peuvent être financées par la CFPPA ?

Les actions proposées à la CFPPA sollicitent un financement pour un an sur l'année 2027.

La CFPPA finance les dépenses de fonctionnement et d'exploitation liées au déploiement de l'action. Elle n'a pas vocation à financer des dépenses pérennes de fonctionnement de la structure, et n'est pas destinée à couvrir des dépenses d'investissement (coût de structure du porteur, dépenses de matériels non liés à la bonne tenue de l'action, ...).

Le financement des projets dont le coût est **supérieur à 10 000 €** ne devra pas excéder **80%** du montant.

5 Pièces à joindre

Les éléments cochés sont à joindre au dossier :

- ☒ Les CV ou toute pièce pouvant justifier de la qualification des intervenants
- ☒ Les preuves d'engagement des partenaires si le porteur en dispose (la contractualisation avec d'autres acteurs locaux pour s'assurer des suites de parcours est une pièce obligatoire pour les projets d'actions individuelles relevant des axes 3 de lien social et 6)
- ☒ Le budget prévisionnel en utilisant le modèle (CERFA 12126-06)
- ☒ Le relevé d'identité bancaire
- ☒ Les statuts et la liste des dirigeants de l'organisme
- ☒ Pour les associations : attestation sur l'honneur (modèle fourni – CERFA 12156-06)
- ☒ Les comptes annuels et rapport du commissaire aux comptes des associations soumises à certaines obligations comptables (par exemple parce que le montant total des dons et / ou des subventions au cours de l'exercice atteint 153 000 €) sont publiés au Journal Officiel : <http://www.journal-officiel.gouv.fr/association/index.php>

En l'absence de disposition légale ou réglementaire obligeant une association à assurer la publicité de ses comptes annuels, elle fournit ses états financiers approuvés du dernier exercice clos à défaut des comptes annuels qu'elle est tenue d'établir en vertu d'une obligation légale ou réglementaire.

6 Critères de sélection et d'éligibilité

La CFPPA portera une attention particulière :

- aux actions qui s'appuient sur les référentiels nationaux ou régionaux existants (cf. partie 3. Ressources sur la prévention de la perte d'autonomie) et sur des programmes ayant fait la preuve de leur efficacité ;

- **aux actions qui s'appuient sur un état des lieux** et des intentions de co-construction avec les bénéficiaires. Exemple : les actions faisant suite à une démarche de collecte et d'analyse de données sous forme d'entretiens préalables du public cible et de l'environnement.
- **aux actions de prévention qui favorisent l'adoption durable de comportements favorables à la santé** et qui contribuent à lutter contre les inégalités sociales et territoriales de santé en portant une attention spécifique aux publics en situation de vulnérabilité.

Concernant les actions collectives sous forme d'atelier, il est attendu :

- ♣ la constitution d'un groupe (de 5 à 15 participants) avec des personnes n'ayant jamais participé aux actions ;
- ♣ des ateliers collectifs comprenant plusieurs séances avec une progression pédagogique (maximum 15 séances) ;
- ♣ une réorientation vers d'autres offres de prévention disponibles sur le territoire en fin d'action pour favoriser la préservation du maintien de l'autonomie.
- **aux actions incluant dès leur conception une démarche d'évaluation**
 - ♣ L'évaluation d'impact (intention de changement de comportement) (TO à T1) ainsi que la catégorie socio professionnelle des participants (CSP) est recommandée pour tous les axes. Elles sont obligatoires pour l'axe 3 et les thématiques prioritaires de l'axe 5 (l'alimentation, l'activité physique, la santé mentale, la santé cognitive, la santé visuelle et la santé auditive).
 - ♣ La grille de suivi individuel incluant la CSP occupée durant la vie active pour l'axe 6.
 - ♣ Une démarche évaluative en lien avec le financeur est encouragée (temps d'échange, COPIL, etc.).
- **aux actions qui garantissent une gratuité ou un faible reste à charge pour les bénéficiaires afin de garantir une accessibilité des actions proposées.**

Sont éligibles :

- Les projets qui auront été présentés aux chargées de prévention CLIC, au préalable dans un délai a minima de 15 jours avant le dépôt du dossier.

Le CLIC est désigné comme « centre ressource ». Dans ce cadre, il s'assure de la coordination et de la complémentarité des actions dans une logique de parcours sur le territoire ornaï (Voir le programme coordonné de la CFPPA 2025-2029, axe 5 : fiches 9, 10, 11 et 12).

- Les projets d'actions individuelles de lien social de l'axe 3 et de l'axe 6 qui détaillent :
 - ♣ le mode de repérage : modalités et critères de repérage, les outils,,
 - ♣ les acteurs associés au repérage (CCAS, DTAS, assistants sociaux de Centre Hospitalier...),
 - ♣ la contractualisation avec d'autres acteurs locaux pour s'assurer des suites de parcours (prévoir les saisines chiffrées concernant leur orientation).
- Les entreprises disposant de **l'agrément ESUS**.
- Les actions qui ont dûment complété et transmis le dossier et les pièces-jointes demandées avant la date butoir et ont respecté le présent cahier des charges.
- Les actions qui sollicitent plusieurs financeurs, le budget prévisionnel déposé et l'intitulé de l'action doivent être identiques à l'ensemble des co-financeurs.
- Les actions qui seront menées dans le territoire ornaï.

Ne sont pas éligibles :

- les porteurs à but lucratif à l'exception de l'axe 1 ;
- les actions ne respectant pas le présent cahier des charges ;
- les actions valorisant dans leur budget des coûts de fonctionnement pérennes de la structure porteuse du projet et d'investissement ;
- les actions destinées aux professionnels de l'aide à domicile ;
- les actions achevées lors de la soumission du dossier ne peuvent faire l'objet d'un financement rétroactif et donc l'objet d'une demande ;
- les actions relevant du champ d'une autre section du budget de la CNSA (fonctionnement des établissements ou services médico-sociaux pour personnes âgées ou handicapées, aides directes aux personnes, renforcement de la professionnalisation...) ;
- en ce qui concerne les actions à destination des proches aidants qui visent à les informer, à les former et à leur apporter un soutien psychosocial, ne peuvent être financés ;
- les dispositifs relevant de l'accueil temporaire (accueil de jour / hébergement temporaire) ou du répit en séjours de vacances organisées pour l'aidant et son proche (type village répit familles) ;
- l'animation de réseaux des acteurs de l'aide aux aidants, notamment sous la forme de plateformes territoriales d'aide aux aidants animées par les maisons de l'autonomie avec leurs partenaires ou sous la forme de Groupements de coopération sociale et médico-sociale (GCSMS) ;
- les dispositifs relevant du relayage / baluchonnage (dispositif de répit, notamment à domicile) (APA 2) ;
- les dispositifs de conciliation vie familiale / vie professionnelle qui sont portés et financés par les entreprises ;
- les programmes d'éducation thérapeutique, qui sont portés et financés par l'assurance maladie ;
- les dispositifs de vie sociale et de loisirs de type journées-rencontres conviviales et festives, les sorties culturelles pour les couples aidants-aidés ou proches aidants ;
- les actions de médiation familiale ;
- les actions de formation mixtes professionnels / proches aidants et les actions de formation des professionnels SAD pour le repérage des aidants en situation de fragilité.

Conditions et modalités de l'Appel à Candidatures commun avec celui de la CARSAT :

Il est possible de faire une demande de cofinancement à la CARSAT de Normandie, pour les actions collectives s'adressant aux seniors du domicile et / ou aidants, directement dans le cadre de la réponse à cet appel à projets. Les actions individuelles et / ou à domicile ne sont pas éligibles à un co-financement de la CARSAT, à l'exception des actions relatives aux aidants.

L'aide de la CARSAT peut être au maximum égale à 50% du budget du projet. Elle est attribuée sous forme d'une subvention de fonctionnement ou d'investissement. L'aide allouée ne pourra pas être inférieure à 1 000 € sauf si le coût de l'action est inférieur ou égal à 2 000 €.

La CARSAT de Normandie récupérera directement les dossiers déposés sur la plateforme « Démarches simplifiées » demandant un cofinancement. Pour ce faire, il est demandé de bien vouloir indiquer le montant sollicité auprès de la CARSAT dans la fiche budget. Dans le cas où la demande d'aide financière auprès de la CARSAT porterait sur de l'investissement, un budget spécifique devra être renseigné.

Le co-financement de la CARSAT implique une saisie des actions subventionnées sur le portail « Pour bien vieillir ». Cette démarche devra être effectuée par le porteur en amont du versement de la subvention CARSAT.

Le portail « Pour bien vieillir » permet aux seniors de trouver facilement, via une carte interactive, des ateliers de prévention organisés près de chez eux.

Pour toute information complémentaire et / ou demande de renseignements auprès des gestionnaires de la CARSAT : alexandra.pina@carsat-normandie.fr / celine.simon@carsat-normandie.fr

Conditions de la pluriannualité

Principe : La pluriannualité est une nouvelle modalité de financement proposée. Elle facilite la procédure pour candidater pour les porteurs de projets. Le suivi du projet est également allégé puisque l'engagement financier sera évalué au regard des bilans transmis et ne fera donc pas l'objet d'une nouvelle décision de financement ni d'une nouvelle procédure de candidature annuelle.

Conditions d'éligibilités

La pluriannualité est possible pour les projets s'adressant spécifiquement aux **publics fragiles nécessitant une phase importante de repérage, d'aller vers et de coopération** avec les acteurs locaux.

Par « **publics fragiles** », nous entendons notamment les publics ayant :

- peu ou pas de diplôme,
- faibles ressources,
- absence de soutien social,
- carrière pénible.

L'approche pluriannuelle du projet proposée devra valoriser :

- une meilleure identification des publics,
- l'appui des acteurs locaux auprès des personnes âgées de 60 ans, dans une logique partenariale.

Les projets retenus s'inscriront dans :

- une logique de parcours ;
- les démarches de repérage et d'aller vers le public fragile devront être conçues en coopération avec des partenaires du territoire. Une fois repérées, les personnes seront positionnées sur des actions de prévention et/ou des dispositifs répondant à leurs besoins à l'échelle du territoire. Le porteur devra préciser à quelle étape son projet intervient dans le parcours usagers (Repérage & Identification des besoins / Information & Sensibilisation/Accompagnement & Prise en charge/Orientation au long court). Il devra également donner des précisions sur les solutions et actions repérées en amont ou suite à son projet pluriannuel pour permettre une cohérence dans le parcours usager ;
- une approche méthodologique de projet incluant une démarche d'évaluation à toutes les étapes du parcours de prévention (cf schéma ci-dessous). Cette démarche intègre l'évaluation d'impact sur les bénéficiaires ;

- une démarche évaluative en lien avec le financeur : un rapport d'activité annuel est obligatoire et un temps d'échange sont à prévoir avec les membres de la commission CFPPA (pour réactualiser les objectifs du projet si besoin). Les indicateurs du projet pluriannuel proposés par le porteur de projet pourront avoir une déclinaison progressive annuelle, qui sera ajustée en fonction des bilans intermédiaires remis.



Le porteur du projet devra présenter dans sa candidature les modes de communication retenus pour faire connaître localement le projet. Il devra présenter les grandes lignes de cette communication et préciser notamment les formes et les contenus proposés pour l'adapter aux publics cibles (ex : la communication sera différente si l'on s'adresse à un jeune retraité ou une personne de 75 ans).

Les supports de communication devront impérativement être transmis au Département pour information, en amont de la campagne.

Les crédits octroyés dans le cadre de l'appel à candidatures émanent de la Caisse nationale de la solidarité pour l'autonomie (CNSA). Ces crédits sont revus chaque année et conditionnent le financement des projets.

La Commission des financeurs peut s'engager pour **un maximum de trois ans** selon des modalités définies par convention.

La subvention pluriannuelle octroyée a vocation à couvrir **les dépenses de fonctionnement et d'exploitation liées au déploiement de l'action retenue**. Elle n'a pas vocation à financer des dépenses pérennes de fonctionnement de la structure postulante, et n'est pas destinée à couvrir des dépenses d'investissement.

Dans l'hypothèse où une action ne serait pas mise en œuvre comme prévu par le projet, le porteur en informera immédiatement la Commission des financeurs. Le cas échéant, celle-ci se réserve le droit de retirer la subvention et de l'affecter éventuellement à un autre projet opérationnel.

Le porteur de projet présentera un budget prévisionnel pluriannuel sur la durée demandée. Un premier versement sera effectué dès la signature de la convention, la **bonne réception des comptes-rendus financiers et des bilans intermédiaires annuels** et finaux de l'action débloqueront les versements fixés dans la Convention pluriannuelle.

7 Engagements du porteur si l'action est retenue par la CFPPA

Transmettre les documents nécessaires à la justification et l'évaluation de l'action

Pour le 30 avril de l'année N+1 : les données collectées au niveau national par la CNSA sont à fournir par action financée (exemple : les données concernant une action qui se déroule en 2025 doivent être transmises pour le 30 avril 2026).

Une action peut être ponctuelle (type conférence) ou composée d'un ensemble de séances aux objectifs communs et peut être réalisée dans plusieurs communes ou auprès de groupes de personnes différentes. Une action peut faire partie d'un ensemble d'actions, par exemple, un porteur de projet propose 4 actions sur la prévention des chutes, et 4 actions sur la nutrition, 8 actions sont à comptabiliser.

Ci-dessous, les données à transmettre :

- nombre de bénéficiaires uniques touchés par l'action. C'est-à-dire le nombre de personnes différentes qui participeront à l'action. Une personne qui participe à 2 temps d'une même action est à compter une seule fois.
- répartition des bénéficiaires :
 - ♣ par sexe,
 - ♣ par tranche d'âge (60 à 69 ans, 70 à 79 ans, 80 à 89 ans, 90 ans ou plus),
 - ♣ par niveau de dépendance, en distinguant les personnes relevant des groupes 1 à 4 ou 5 à 6 de la grille nationale GIR et les personnes ne relevant pas de ces groupes.

Dans les 6 mois suivant la fin de l'exercice pour lequel la subvention a été versée (exemple : juin 2027 pour une subvention 2026) : **un compte rendu financier** doit être déposé auprès de l'autorité administrative qui a versé la subvention. Un modèle de compte-rendu financier est disponible sur <https://www.service-public.fr/particuliers/vosdroits/R46623> (CERFA 15059*02).

L'évaluation d'impact est obligatoire pour toutes les thématiques de l'axe 3 et pour les thématiques prioritaires de l'axe 5 (l'alimentation, l'activité physique, la santé mentale, la santé cognitive, la santé visuelle et la santé auditive).

L'évaluation d'impact est obligatoire ainsi que la grille de suivi individuel incluant le renseignement de la Catégorie Socio Professionnelle occupée lors de la période d'activité professionnelle pour l'axe 6.

Indiquer le financement de la CFPPA sur les documents de communication

Sur la communication à destination des bénéficiaires potentiels pour promouvoir l'action (flyer, livret d'accompagnement...) le porteur devra apposer le logo de la CFPPA et celui du Service public de l'autonomie.

Sur la communication à destination des partenaires et financeurs pour promouvoir les activités du porteur (site internet, rapport d'activité, brochure...) le porteur devra apposer le logo de la CFPPA et celui du Conseil départemental et de la CNSA.

La **communication** auprès du public relève de **la responsabilité du porteur**.

Cependant, afin de diffuser plus largement l'information, il est demandé de **transmettre obligatoirement** vos supports de communication **aux chargées de prévention CLIC dans un délai moyen de 6 semaines en amont de l'action**. (flyers, dépliant, etc.) et de **répondre à un questionnaire en ligne** recensant les actions de prévention sur le territoire.

Informez la CFPPA de toute modification du projet ou relative à l'association

Le porteur s'engage à informer immédiatement la CFPPA :

- si une action n'est pas mise en œuvre comme prévu lors du dépôt de dossier. Le cas échéant, la CFPPA se réserve le droit de retirer la subvention selon des modalités définies par elle ;
- si l'association effectue des modifications des statuts, des membres du bureau et du conseil d'administration, ...

8 Pistes de financements alternatifs

Les soutiens financiers de la CNSA

Les appels à projets, manifestations d'intérêt et candidatures de la CNSA sont disponibles sur le site : <https://www.cnsa.fr/> à la rubrique « Appels à projets ».

La subvention directe d'actions innovantes : la CNSA accorde, via des appels à projets, des subventions à des porteurs (gestionnaires d'établissements et services, associations, financeurs territoriaux, hôpitaux, MDPH, ...) présentant des projets d'actions innovantes qui :

- visent à améliorer la connaissance des situations de perte d'autonomie et leurs conséquences ,
- visent à expérimenter de nouveaux dispositifs et de nouvelles actions ou méthodes permettant d'améliorer l'accompagnement des personnes ,
- ne peuvent pas être financés dans le cadre d'appels à projets de recherche.

La subvention directe thématique : la CNSA lance des appels à projets d'actions innovantes thématiques pour susciter des initiatives complémentaires sur un thème donné. Des séminaires permettent ensuite aux porteurs de partager leurs approches et de s'enrichir des résultats des autres projets.

Les appels à projets de recherche : avec des partenaires tels que l'Agence nationale de la recherche (ANR), l'Institut pour la recherche en santé publique (IReSP) ou la Fondation maladies rares, la CNSA finance des appels à projets de recherche. Les objets de ces appels à projets se diversifient et touchent des disciplines de plus en plus variées.

Les soutiens financiers d'acteurs de la prévention

L'accélérateur VIVA Lab : en partenariat avec la MSA, l'Agirc-Arrco, France Active et la Banque des Territoires, l'Assurance retraite a créé l'accélérateur VIVA Lab afin de soutenir l'innovation dans le champ de la prévention et du vieillissement actif et en santé. Cet accélérateur repère et accompagne des solutions servicielles, technologiques ou organisationnelles à fort potentiel et ayant réussi leur preuve de concept (validation de la faisabilité, de l'existence d'un marché, ...). L'accompagnement, intégralement financé par VIVA Lab, est assuré par des partenaires référencés sur le territoire (living labs, incubateurs, clusters, cabinets d'experts du domaine, ...). Il articule différentes dimensions : business plan, études d'usages, stratégie commerciale, accompagnement au processus de levée de fonds, subvention éventuelle, et bien d'autres, en fonction des besoins et de la maturité du projet soutenu. Les porteurs de projet peuvent entrer en contact directement avec le pôle VIVA Lab via son site internet : <http://www.vivalab.fr>.

9 Information sur la protection des données personnelles

Les informations concernant le porteur sont collectées par le Département ou territoire émetteur du cahier des charges, responsable de traitement, dans le cadre de la CFPPA pour la gestion des relations avec les opérateurs d'actions collectives comprenant :

- l'appel à projets,
- l'instruction des dossiers,
- la notification des décisions de refus ou d'attribution de subvention,
- le paiement des subventions,
- la correspondance avec les opérateurs.

Conformément à la loi n°78-17 et au règlement (UE) 2016/679, le porteur a un droit d'accès, de rectification de ses données ainsi que d'un droit de limitation et d'opposition de leur traitement, dans les conditions prévues par ces textes. Le porteur exercer ses droits en contactant le Délégué à la protection des données, par courrier (Département de l'Orne, 13 rue Marchand Saillant, CS 70541, 61017 Alençon cedex). Si le porteur estime, après avoir contacté le Département, que ses droits « Informatique et Libertés » ne sont pas respectés, le porteur peut adresser une réclamation à la CNIL.

www.cnsa.fr   

www.pour-les-personnes-agees.gouv.fr

www.monparcourshandicap.gouv.fr



CNSA
66 avenue du Maine - 75682 Paris cedex 14
Tél. : 01 53 91 28 00
contact@cnsa.fr


Caisse nationale de
solidarité pour l'autonomie


service public
de l'autonomie